



Centre Dentaire
QUARTIER DE LA SANTÉ

**GRAND OUVERT...
SELON VOTRE HORAIRE**

Nous invitons
les personnes admissibles au
**NOUVEAU RÉGIME CANADIEN
DE SOINS DENTAIRES**
à venir nous consulter
pour bénéficier de ce plan.
Rendez-vous : 514-284-1975

Dre GINETTE MARTIN
B.A., B.Sc., D.M.D., Fellow ICOI
Chirurgienne dentiste

1037, St-Denis, #203, Montréal, H2X 3H9
T 514.284.1975 • F 514.284.1818

CENTRE DENTAIRE DU QUARTIER DE LA SANTÉ.COM

MAISON BRAD
**ANTIQUAIRE
DE MONTRÉAL**

 Achète **CHER** et
aux meilleurs **PRIX!**

Faites confiance à un professionnel
depuis 3 générations!

Manteaux, vestes, fourrure,
sac à main, cuir, meubles de
toutes sortes, objets religieux,
bible, moulin à coudre, radios,
appareil photo, vaisselle, crystal,
porcelaine, livres, timbres,
instruments de musique,
vinyles, horloges, montres,
statues, vases, lampes,
argenterie, cuivre, étain,
monnaie, stylos,
briquets, etc.



438-995-9335



Déplacement et
évaluation gratuite
partout au Québec. 
Payons en argent comptant.

EM Échos Montréal

VOL. 32 NO. 02
FÉVRIER 2025
31 ANS!
PRÈS DE
100 000
LECTEURS

UN MÉGALOMANE ET SES DÉLIRES



Achetez QC!

Boycott USA!

- Édition spéciale courriers-lecteurs P.03, 5-6
- Airbnb, félicitons Montréal P.04
- Amazon, le summum de la rapacité P.05
- La Mairesse et ses promesses P.07
- Immo 2024: Rebond marqué et prix en hausse P.08

© Donald Trump Facebook

MICHÈLE BOUCHARD

COURTIER IMMOBILIER
RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
514-983-5695



ELODIE BOUCHARD

MCGILL BCOM,
COURTIER IMMOBILIER RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
EBOUCHARDIMMO@GMAIL.COM • 514-688-5695

514-933-5800 | mbouchard@sutton.com | MBOUCHARD.CA



ÉDITORIAL

UN MÉGALOMANE ET SES DÉLIRES



■ Vincent Di Candido

Comme tous les aspirants-dictateurs, le nouveau Président élu des États-Unis, Donald Trump est parvenu à remporter une décisive victoire électorale à coups de mensonges et de déclarations-chocs dénuées de fondements basiques. Il a réussi à hypnotiser des Américains à la moralité de plus en plus apathique, en profitant également grandement des conditions favorables octroyées par une opposition démocrate endormie et en pleine déroute stratégique.

Au passage, il a été capable de faire oublier ses très nombreux manquements et défauts. À commencer par son narcissisme bien sûr, mais aussi **sa propension au solipsisme, n'ayant apparemment aucun ancrage dans la réalité.** Le solipsisme se définit comme un positionnement psychologique et émotionnel selon lequel, pour le sujet, il n'y aurait pas d'autre réalité que la sienne. **Autrement dit, que la planète tourne autour de lui et de ses désirs,** et que le monde et les gens qui l'entourent ne sont que de simples sujets, devant se soumettre à tous ses caprices impériaux, un fanatisme d'hyper-égocentrisme poussé à l'extrême. Ceci avec la complicité du fou du roi, le milliardaire Elon Musk, qui lui de son côté n'hésite pas à carrément encenser la droite fanatique d'Adolf Hitler.

Évidemment, ses partisans ne prennent même plus la peine de nier les nombreuses et incessantes déclarations aberrantes et insultantes de leur Président Trump. Mais ils font la très malheureuse et grossière erreur de les balayer du revers de la main, arguant que ce n'est qu'une façon de parler, que c'est comme ça que le milliardaire criminel s'est tout le temps exprimé pour intimider ses adversaires et interlocuteurs, mais que ce ne sont que des jappements sans réelle envie de mordre. Et c'est là justement qu'ils se trompent lourdement. **Donald Trump n'est pas seulement un « bully » (intimidateur) verbal, c'est un mégalomane sociopathe en plein délire, prompt à de la cruauté teintée de malfaisance sadique et avide de tout gouverner, de tout posséder.**

On en a une énième nouvelle preuve avec son comportement odieux et agressif à l'égard de la Première Ministre du Danemark, Mette Frederiksen. **Rappelons que Donald Trump, entre autres déclarations complètement idiotes et farfelues mais néanmoins très dangereuses et explosives, a affirmé sa volonté « d'acheter le Groënland »**, un vaste territoire très riche en minéraux et en matières premières combustibles et appartenant au Royaume souverain du Danemark, qui fait partie des Nations-Unies et qui est, rappelons-le également, un des membres fondateurs de l'OTAN. Comme un dangereux enfant gâté capricieux, Président Trump aimerait posséder ce riche territoire, alors il l'exige, comme si la Terre lui appartenait.

Et c'est ainsi que, malgré les tentatives du milieu politique de camoufler autant que possible le déroulement de cette conversation téléphonique, les informations n'ont pas tardé à fuser, au sujet du comportement ignoble du Président américain. Qui a passé près de **45 minutes à osciller entre les insultes, les vociférations agressives et les tentatives d'intimidation pures et simples. Un appel que la Première ministre danoise a qualifié « d'horrible », rien de moins. C'est on ne peut plus inquiétant et anxiogène. Et il en va de même pour la déclaration de Trump à l'effet qu'il souhaite rapatrier le Canal de Panama.**

Sans oublier bien sûr ses déclarations récurrentes à vouloir annexer le Canada en tant que 51^e état américain. Le Canada, une nation souveraine et le 2^e plus grand pays au monde en superficie après la Russie, un territoire gigantesque et très riche en matières premières, en minerais et en métaux précieux, en hydrocarbures, en production céréalière, en bois d'œuvre, en eau potable. Parce que l'autocratique bébé octogénaire en a envie, il le déclare sien. Et ça c'est l'idiot mégalomane aux visées dictatoriales que les Américains ont élu à la tête de la Maison Blanche. Dans ce pays des USA, le plus influent au monde, première économie mondiale, et doté du plus imposant appareil militaire au monde, incluant le plus important arsenal nucléaire.

En attendant de pouvoir imposer ses velléités conquérantes, il avait déjà annoncé, pour le 1^{er} février 2025 (reporté au 1^{er} mars), l'imposition d'une taxe



© Donald Trump Facebook

douanière de 25% sur une grande variété des produits canadiens exportés aux États-Unis, alléguant que son pays n'a pas besoin de nos produits. Mais là, disons-le sans ambages, ces menaces sont aussi directement le fruit de la faiblesse et de l'apathie de nos politiciens canadiens, incapables de faire preuve de poigne morale. À commencer par le Premier Ministre Libéral (enfin) démissionnaire Justin Trudeau, le plus représentatif à l'avant-scène politique de l'à-plat-ventrisme constant de nos élus, qui continuent de tergiverser avec mièvrerie au lieu de riposter avec détermination, et un sang-froid inflexible.

Malgré ce qu'en dit le Président états-unien, **notre nation canadienne est un exportateur de première nécessité pour les Américains, que ce soit via le pétrole albertain, l'hydro-électricité, les céréales des provinces ALSAMA, l'aluminium ou le bois d'oeuvre.** Les États-Unis ont réellement tout à perdre d'une congélation de nos rapports politico-économiques. Et il serait plus que temps que nos politiciens arrêtent d'être lâches et soumis, et qu'ils réagissent avec vigueur et promptitude. Par exemple, **en augmentant singulièrement les tarifs d'hydro-électricité,** n'en déplaie à François Legault. De même, en augmentant sensiblement **les tarifs de nos matières premières,** dont l'industrie américaine est particulièrement avide. Ou également **en cessant de consommer américain** et se tourner vers d'autres pays, qu'ils soient européens, asiatiques ou sud-américains. Que ce soit pour les oranges et le jus d'orange de Floride (dont Trump lui-même est apparemment friand). Ou des nombreux produits alimentaires dont nous pouvons consommer des équivalences provenant de bien d'autres parties du monde. Ou des nombreuses marques textiles américaines. Ou, encore plus pertinent, cesser d'utiliser des marques de voitures américaines, une industrie à gros volume mais également fragile, qui dépend notamment des achats des consommateurs canadiens.

Avec en premier lieu, la marque des voitures Tesla, d'Elon Musk. Comme le suggère fort justement le maire de Prévost dans les Laurentides, Paul Germain, qui souligne qu'Elon Musk continue à s'enrichir à nos dépens tout en nous crachant son venin. Il serait plus que temps de conclure des accords avec les compagnies de voitures chinoises, qui non seulement sont maintenant plus solides et fiables que les Tesla, mais sont aussi sensiblement moins coûteuses, avec des tarifs moyens d'environ 30 000 \$, pour une autonomie considérable de quelque 700 km.

Bref, frapper là où ça fait mal.

Par ailleurs, au-delà de tout ça, comme le mentionne le toujours brillant vétéran politologue Normand Lester, dont la réputation journalistique n'est plus à faire, **on ne peut plus oublier ou passer sous silence le déséquilibre mental et le déclin cognitif de Donald Trump**. Quand il n'est pas en train de vociférer ses insultes, ses menaces ou ses élucubrations mensongères à tous vents, le milliardaire américain inquiète par ses incohérences, ses lapses verbaux, ses absences mentales ou ses raisonnements intellectuels démentiels.

RAPPELONS QUE DONALD TRUMP, ENTRE AUTRES DÉCLARATIONS COMPLÈTEMENT IDIOTES ET FARFELUES MAIS NÉANMOINS TRÈS DANGEREUSES ET EXPLOSIVES, A AFFIRMÉ SA VOLONTÉ « D'ACHETER LE GROËNLAND », UN VASTE TERRITOIRE TRÈS RICHE EN MINÉRAUX ET EN MATIÈRES PREMIÈRES COMBUSTIBLES ET APPARTENANT AU ROYAUME SOUVERAIN DU DANEMARK

Comme lorsqu'il a suggéré aux Américains de boire de l'Eau de Javel en période covidienne.!. Ou en mentionnant que les migrants haïtiens de la ville de Springfield mangeaient des chats et des chiens; ou lorsqu'il insiste sur le débit d'eau des bols de toilette et « les éoliennes qui tuent des mouettes »; ou lorsqu'il parle à répétition du gros pénis du regretté golfeur Arnold Palmer (!), ou des embarcations à moteurs versus les requins mangeurs de jambes.

Ces discours sont de plus en plus déçous et sans fil conducteur, amenant l'Institut de psychiatrie de *Yale School of Medicine Bandy Lee* à se prononcer officiellement en déclarant le milliardaire américain comme présentant des signes indiscutables de démence et de déclin mental, un raisonnement similaire auquel souscrivent plus de 70 professionnels de la santé mentale, s'inquiétant grandement de sa périlclitacion psychologique croissante, et de son incapacité

grandissante à effectuer un raisonnement équilibré. **Il convient d'espérer que nos gouvernements fédéral et provinciaux sauront faire preuve de fermeté et d'une détermination dénuée de toute lâcheté.** Il en va de l'avenir de notre pays. Le Canada a tout à fait le potentiel de vendre nos produits, expertises, et services ailleurs dans le monde. Nos ressources sont immenses, et le savoir-faire canadien de grande qualité. Il faut être résolu et sans pitié commerciale. **Nous n'avons pas à se mettre à genoux devant ce fanatique égocentrique qui se prend pour Napoléon et veut enligner sa politique néo-oligarchique sur celle de Poutine. Répondre avec force est la seule option.**

On s'attardera pas au reste des nominations, qui englobent un vaste éventail de politiciens ou juges corrompus, d'hommes d'affaires formellement condamnés pour fraudes au criminel mais jamais punis, et même certains ayant à leur dossier criminel un passé de condamnations pour crimes de nature sexuelle.

On s'en voudrait d'oublier le passé économique criminel de Trump lui-même, et son empressement à non seulement se pardonner de tous crimes commis par le passé mais également ceux de sa base militante la plus partisane lors de l'insurrection violente du Capitole en 2021.

Dans l'ordre actuel des choses, il faut agir sans attendre plutôt de réagir tardivement. Et, pour le reste, espérer que d'ici deux ans, à mi-mandat, les Démocrates auront enfin cessé d'être médiocres et qu'ils obtiennent la majorité au sénat et au Congrès pour mettre de meilleurs bâtons dans les roues de cet individu autocrate, narcissique et démentiel. En espérant qu'à ce moment, le peuple américain, incluant même ses militants les plus farouches, aura enfin compris la nature dangereuse de cet individu et ses effets ultra-toxiques dans le dérèglement d'une démocratie américaine déformée et bafouée.

Comme indiqué dans le *Journal de Montréal* par plusieurs analystes politiques le régime Trump s'apparente à celui Allemand des années '30 où le nazisme était présent par le début Hitlerien, ce qui fait dire à l'ex Général Mark Milley et l'ancien chef de son cabinet en 2017, que ce dictateur en devenir est dangereux non seulement pour le reste du monde, mais aussi pour son pays. ■

COURRIER-LECTEUR

ACCÈS À L'INFORMATION : UN DOSSIER ORPHELIN À QUÉBEC

■ Mathieu Santerre, président de L'Orange bleue affaires publiques

À quelques heures de la première apparition publique de la nouvelle présidente de la Commission d'accès à l'information, Me Lise Girard, le verdict est tombé : la Commission refuse de tenir l'examen d'envergure que serait une enquête spéciale sur l'accès à l'information au Québec. Comme le Protecteur du citoyen l'avait fait avant elle.

Pourtant, l'accès à l'information est une farce au Québec, et ce, depuis plusieurs années. Citoyens, députés, journalistes, juristes, associations, syndicats, entreprises : tous sont confrontés à des délais de réponses importants, à un caviardage excessif et à des refus injustifiés lorsqu'ils formulent des demandes d'accès aux organismes publics. Sans oublier qu'il faut s'armer de patience pour contester une décision. En bref, **alors que la population le finance et compte sur lui, notre État québécois empêche l'accès aux informations qui permettraient d'avoir confiance en ses gestes et ses décisions.**

En pareille circonstance, on pourrait s'attendre à ce que le gouvernement du Québec aille de l'avant avec un projet de loi pour enfin réformer la Loi sur l'accès et améliorer la confiance. D'ailleurs, un tel projet de loi avait été présenté il y a quelques années : le texte est prêt. Or, c'est plutôt d'immobilisme que le gouvernement fait preuve face à ces enjeux. **Le ministre Jean-François Roberge a affirmé** son « souhait » que la Loi soit améliorée, mais a toujours refusé de s'engager concrètement.

C'est dans ce contexte que nous avons formulé, en août 2024, une demande d'enquête spéciale au Protecteur du citoyen afin qu'il se penche sur l'accès à l'information et recommande les redressements nécessaires aux autorités.



Jean-François Roberge © CAQ

La Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) avait d'ailleurs appuyé notre demande. **Or, le Protecteur du citoyen a refusé de se pencher sur celle-ci.** Une disposition de sa loi constitutive lui a permis de transférer cette demande à la Commission d'accès à l'information — ce qui a été fait le 30 septembre 2024. **Et, à son tour, la Commission a annoncé son refus ce vendredi 24 janvier 2025.**

Les justifications de la Commission d'accès à l'information et du Protecteur du citoyen **pour refuser sont oiseuses.** On invoque des virgules et on se renvoie la balle, alors que l'esprit de la Loi autant que son texte fournit amplement de flexibilité pour réaliser un examen, une étude, une enquête, quelque mot utilisé en l'espèce, pour prendre un temps d'arrêt, examiner l'état de la situation de manière globale et favoriser la présentation d'un projet de loi par le gouvernement. **Que faire quand les garde-fous de la démocratie échouent à assumer leur mandat de protection de la population?** La réponse de la Commission d'accès à l'information évoque la Loi sur les commissions d'enquête. Sans en faire l'équivalent d'une Commission Charbonneau sur l'industrie de la construction (2011), une commission d'étude plus ciblée similaire à la Commission Coulombe sur la gestion de la forêt (2003) est objectivement une possibilité. Mais est-ce vraiment une option, politiquement?

Chose certaine, le ministre Roberge peut, dès maintenant, remettre le projet de loi n° 179 à l'agenda de l'Assemblée nationale pour en raffiner le texte et régler cette question avant les élections d'octobre 2026, qui approchent rapidement. Autrement, la seule option sera d'inviter tous les partis à prendre des engagements clairs à l'effet de réformer la Loi sur l'accès à l'information dans la première année de leur prochain mandat. Et à vivre dans le noir en attendant... ■

CHRONIQUE

AIRBNB : FÉLICITONS MONTRÉAL



■ Mercedes Domingue

Comme indiqué dans nos différents articles, **il était temps de mettre en applications des mesures concrètes pour contrer ce qui était devenu le fléau Airbnb**, et faire un peu de nettoyage dans la jungle urbaine locative montréalaise, **dans un contexte de Crise du logement persistante.**

Ainsi, enfin résolue à résorber **cette surabondance de locateurs contrevenants** - ce qui inclut apparemment plusieurs personnalités connues - et qui, de par leur empressement constant à faire de l'argent facile au détriment d'une population en quête de logements (particulièrement les ménages à plus faibles revenus), **handicapent le parc immobilier montréalais** et l'offre de location à long terme et nuisent également par ricochet aux hôtels; bref, la mairesse de Montréal Valérie Plante a décidé de sévir.

Primordialement, **Montréal va enfin emboîter le pas à plusieurs grandes villes européennes** telles que Barcelone (et Paris prochainement si je ne m'abuse), **et simplement interdire les locations Airbnb en dehors de la période estivale**, mis à part quelques rares spécifiques évènements et congés fériés. En outre, **on va enfin du côté judiciaire montrer les crocs et sévir plus efficacement** - et plus sévèrement! - avec l'ajout **d'agents et des amendes sensiblement plus salées** envers les très nombreux contrevenants, particulièrement les récidivistes, comme l'indiquait le *Journal de Montréal* suite aux révélations de l'émissions d'enquête *J.E.* à *TVA*.

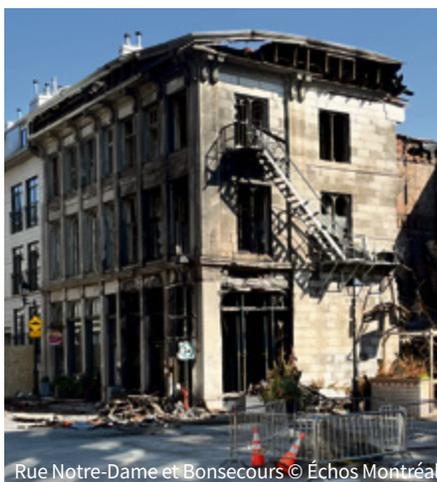
Évidemment, quelques privilégiés mécontents font entendre leurs récriminations au sein des propriétaires plus fortunés, ainsi que du gratin d'artistes de la télévision, qui disposent des salaires assez conséquents pour se payer des propriétés secondaires qu'ils relouent ensuite à fort prix pour générer un revenu d'appoint, cela aux dépens de la population désespérée de pouvoir trouver des appartements (abordables) en pleine crise du logement. **De même, on se doit de vigoureusement réfuter les propos de la Ministre du Tourisme Caroline Proulx**, qui argue que cette mesure va nuire au côté touristique.

Alors d'une part, on le répète, il y aura permission *Airbnb* durant le plus fort de la saison touristique, l'été. D'autre part, **il faudrait rappeler à la ministre que, outre les citoyens montréalais en quête de logements, ce sont aussi les hôtels**, ceux-là qui devraient normalement bénéficier de l'influx touristique annuel, **qui souffrent de la présence nuisible des Airbnb à profusion**. Et de toute façon, même **son argumentaire à cet effet est caduc et fallacieux**. On n'a qu'à regarder du côté de la ville de Barcelone, qui désire éliminer complètement la location *Airbnb* et qui malgré tout n'a jamais eu autant de monde et de présence touristique dans ses rues, au point les citoyens exaspérés cherchent des moyens connexes d'endiguer le flot de touristes tous azimuts.

Idem du côté de l'Australie et de plusieurs autres métropoles européennes, qui ont décidé de limiter & réglementer de manière beaucoup plus rigide ce type d'hébergements. Par ses propos geignards, la Ministre du Tourisme ne fait

que démontrer l'immobilisme symptomatique de son mandat depuis plusieurs années, une apathie systémique d'ailleurs comparable à celle de sa collègue Ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau.

Par ailleurs, on ne peut que s'étonner des propos très durs de certains journalistes critiques de cette décision pourtant excellente de l'administration Plante. En effet, certains journalistes, dont on peut se demander ironiquement s'ils n'exploiteraient pas eux-mêmes des inscriptions *Airbnb*, arguent que «Montréal serait dans le champ» avec cette démarche et que la ville ferait même preuve de mauvaise foi en indiquant **ses prévisions de pouvoir ainsi récupérer un minimum de quelque 1500 logements, des chiffres statistiques qui correspondent pourtant avec les plus récentes données analytiques**. D'autant que, dans la même foulée, ces journalistes avouent paradoxalement qu'il y a un manque de mesures concrètes pour générer plus de logements sociaux. On a ici une belle illustration sur l'art de parler des deux côtés de la bouche.



Dans le dossier d'enquête du *Journal de Montréal*, **on constate une panoplie de gens et de milliardaires et des gens d'affaires avec un dossier criminel, en plus de gens travaillant dans le milieu des arts, qui ont été déclarés coupables** pour avoir justement enfreint la réglementation et omis de déclarer leur inscription (et leurs revenus) *Airbnb*. En vrac, on pense notamment au milliardaire Guy Laliberté; à une filiale de *Point Zéro*; au député libéral Mark Gerretsen; au fantasque jeune fortuné James Awad, dont on se souvient qu'il avait loué un avion pour faire un party d'influenceurs ayant dégénéré en une discothèque en plein ciel avec plusieurs infractions au Code de la sécurité aérienne; au promoteur immobilier Stéphan Huot, en faillite depuis l'année passée; et à plusieurs autres personnalités connues du show-business.

Et bien sûr, comme plat de résistance, **il faut évidemment souligner le fraudeur professionnel Michael Roman, qui ne gérait pas moins de 11 immeubles avec unités locatives Airbnb, dont la majorité sans permis et exploitées illégalement**. Sans oublier **ses nombreuses accusations pour fraudes**, que ce soit envers le fisc ou envers ses partenaires d'affaires, incluant même ses amis. Ainsi, cet escroc a été directement responsable de faire couler le restaurant *H4CA* à St-Henri, propriété de Dany Bolduc, Alexandra Dubreuil-Gagnon et Jonathan Benchérit, qui ont eu le malheur de confier leur comptabilité à ce monsieur. Et finalement **n'omettons surtout pas son autre condamnation pour vol, alors qu'il s'est enfui avec les quelque 600 000 \$ de recettes** d'un événement-spectacle dont il participait à la logistique et à la comptabilité. Bref, que cet individu malfaisant et de piètre qualité humaine ait pu quand même continuer d'acquérir des propriétés et exploiter des *Airbnb* est déjà plutôt aberrant en soi.

On l'a dit par le passé, on le répète à nouveau : le temps de la prolifération sauvage et incontrôlée des *Airbnb*, cette plateforme locative en fort déclin depuis 5 ans, est révolu. Montréal a parfaitement raison d'enfin réagir, particulièrement à la lumière des deux évènements tragiques (incidents vraisemblablement criminels) qui en ont marqué l'historique récent dans le Vieux-Montréal, Place d'Youville et rue Notre-Dame, alors 9 personnes ont péri, en raison notamment de l'irresponsabilité criminelle du propriétaire-locateur en matière de Sécurité. ■



Échos
Montréal

ENCOURAGEZ-NOUS SUR PATREON

PATREON.COM/ECHOSMONTREAL

ET NE MANQUEZ PAS NOTRE CONTENU EXCLUSIF EN LIGNE !

NOTAMMENT :

- Livre *L'Émigrant*, téléchargeable gratuitement pour nos abonnés *Patreon*
- Bilan exclusif sur les Maires de Montréal depuis Jean Doré et le Bilan de l'administration Plante depuis 8 ans aux rênes de Montréal.

• En exclusivité sur *Patreon* :

• Entrevue avec Paul St-Pierre Plamondon : L'avenir du Québec & l'Indépendance

• Spécial Halloween : Origines, fantômes, légendes et histoires exclusives!..

ET PLUS ENCORE...

AMAZON, LE SUMMUM DE LA RAPACITÉ



■ Michel T.

Malgré des cadeaux de 250 M\$ en subventions de nos gouvernements pour la mise en place de sept entrepôts de distribution, Amazon n'a semble-t-il aucun scrupule à sabrer dans les effectifs et à annoncer leur fermeture.

Cela faisait suite à l'accréditation syndicale de ses employés, ainsi qu'à leurs très raisonnables demandes de majoration salariale, qui ne feraient que rémunérer adéquatement la cadence infernale de leurs tâches, comme a pu le constater la journaliste Dominique Cambron-Goulet. Dans une enquête sur le terrain effectuée en 2020, elle révélait qu'il leur fallait séparer les colis en dix secondes maximum, et emballer un minimum de 67 colis par jour. Le tout conjugué avec des pauses chronométrées à la minute près et même des remontrances, voire des ponctions salariales en cas de nécessité de faire une pause-pipi.

Outre l'énorme stress vécu par les employés de cette richissime compagnie, ce rythme de travail démentiel et ces déplorables conditions de travail s'apparentant beaucoup plus aux abus patronaux des années 1930 engendrent un lot élevé de blessures afin de maintenir la cadence, pour des salaires ridicules dont la moyenne se situe aux alentours de 20\$/heure, avec une rémunération affichant un maigre 17\$/heure pour les employés (la majorité) en bas de l'échelle, pour des quarts de travail en moyenne dans les 10 heures. Pourtant, cette compagnie tentaculaire établie à l'échelle planétaire, et son méga-riche propriétaire, le milliardaire Jeff Bezos 2^e fortune mondiale avec quelque 250 milliards \$ à son actif, est loin d'être en difficulté financière. Seulement en 2024, Amazon a généré près de 40 milliards de dollars en profits. Or, d'après la majorité des experts économiques, cette somme déjà faramineuse devrait augmenter davantage encore, grâce à l'orientation oligarchique de la nouvelle administration américaine sous Donald Trump.

Néanmoins, comme on le disait, tout cela n'empêche apparemment nullement cette entreprise rapace du commerce en ligne de fermer ces 7 entrepôts financées à même notre argent de contribuables, et de refiler la distribution à des sous-traitants après s'être mises dans les poches ces généreuses contributions gouvernementales, sans même d'ailleurs avoir ne serait-ce que la décence et la politesse d'informer à l'avance le gouvernement des fermetures, comme n'a pas manqué de le souligner le ministre François Philippe Champagne, qui juge avec raison l'attitude de cette compagnie choquante.



MALGRÉ DES CADEAUX DE 250 M\$ EN SUBVENTIONS DE NOS GOUVERNEMENTS POUR LA MISE EN PLACE DE SEPT ENTREPÔTS DE DISTRIBUTION, AMAZON N'A SEMBLE-T-IL AUCUN SCRUPULE À SABRER DANS LES EFFECTIFS ET À ANNONCER LEUR FERMETURE

La question se pose, primordiale : quand va-t-on enfin cesser de financer à grands renforts de centaines de millions de dollars ces compagnies rapaces et déjà richissimes qui n'ont aucun besoin réel de disposer de plus d'argent gouvernemental? C'est toujours la même chose : **nos gouvernements serviles et sans volonté s'inclinent devant les oligarques commerciaux et les financent grassement... pour ensuite voir les dirigeants de celles-ci s'en mettre plein les poches avant de diminuer leurs services, voire même déguerpier sans demander leur reste. Et au final, c'est toujours la population qui paie. Et c'est indécent.**

Par ailleurs, même **si nous sommes régulièrement les premiers, à Échos Montréal, à dénoncer les abus syndicaux, dans ce cas présent il est indécent de critiquer la CSN** pour sa tentative de syndicalisation comme le fait présentement le commentateur politique Mario Dumont. Il ainsi accuse le syndicat d'être directement responsable de la perte d'emplois leur rejetant intrinsèquement la faute sur le dos. Comme si on n'avait plus le droit de lutter contre des compagnies abusives et avaricieuses et une économie sauvage pour tenter d'améliorer des conditions de travail exécrables.!

Bien au contraire, il serait plus que temps d'intensifier la lutte, tant auprès des gouvernements qu'en ce qui concerne la population d'ailleurs. **Cessons d'encourager ces conglomérats rapaces et boycottons les compagnies telles qu'Amazon.** Dans la même foulée, cessons les généreuses subventions et taxons fortement ces entreprises comme il se doit. Et si elles ne sont pas contentes, eh bien ces compagnies se passeront du marché canadien.

En corollaire cependant, une autre réalité est que la population manque de probité à acheter local. Les discours citoyens sont toujours dithyrambiques à l'égard des commerces locaux, mais le portefeuille suit rarement les babines. **On doit encourager les commerces de quartiers, qui sont non seulement créateurs d'emplois mais qui contribuent aussi aux finances via leurs impôts. Et ce faisant, on aidera aussi à mieux faire prospérer les villages et les plus petites municipalités.** Car si les pitonneux de claviers ou d'écran tactiles se sont habitués à enrichir les Jeff Bezos de ce monde, indirectement ils nuisent aussi aux économies canadienne et québécoise, et donc à notre capacité de souveraineté économique et financière.

Avec par surcroît l'avènement pour les quatre prochaines d'une Amérique républicaine dont le protectionnisme et l'agressivité s'annoncent comme décuplés à l'exponentiel, il est impératif d'être conscient de notre fragilité commerciale, face à des conglomérats oligarchiques qui profitent de nos nombreuses ressources et de notre main-d'œuvre sans en payer le prix. ■

COURRIER-LECTEUR

PATRIMOINE EN CENDRES, PROMESSES EN FUMÉE : LA MAIRESSE A-T-ELLE OUBLIÉ LES VICTIMES ?



Montréal, 4 février 2025 — Il y a quatre mois, jour pour jour, un incendie ravageait une fois de plus le cœur historique de Montréal, le Vieux-Montréal, laissant derrière lui des vies bouleversées et un patrimoine en péril. Aujourd'hui, les promesses de la mairesse semblent s'évaporer aussi vite que la fumée qui s'est élevée ce jour-là.

Alors que les résidents ont lancé une pétition à l'Assemblée nationale du Québec, la signature de la mairesse, pourtant promise lors d'une séance le 21 octobre 2024, se fait toujours attendre. Avez-vous entendu la mairesse en parler? A-t-elle

seulement évoqué cette pétition publiquement? Pourquoi un tel décalage entre les paroles et les actes? Est-ce l'annonce de la fin de son mandat qui explique cette inaction? Serait-ce là sa solution finale: laisser le temps effacer les promesses et les attentes? **Il est temps d'agir: signez la pétition** pour que les promesses ne restent pas lettre morte et que le Vieux-Montréal renaisse de ses cendres. assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-11137/index.html

Fiona Ham, présidente, Association des résidents du Vieux-Montréal
residents@arvm.ca - (514) 232-3423. ■

LETTRE À MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT, PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC

Joël Deschênes - Président de l'AMECQ

Confrontés à un manque de financement et à un manque de revenus publicitaires, les médias écrits communautaires imprimés sont-ils appelés à disparaître? Le Gouvernement du Québec s'apprête-t-il à tuer l'information locale?

Le manque de financement dû à la diminution considérable de l'achat publicitaire gouvernemental semble l'indiquer. **En 2022-2023, les journaux communautaires n'ont reçu que 78 776 \$ en publicité gouvernementale, ce qui représente 0,02 % de la publicité allouée à l'ensemble des médias au Québec. 37 576 \$ en 2023-2024, soit 0,04 % de la publicité gouvernementale.** Mais où va donc la publicité gouvernementale? Elle se dirige vers tout ce qui n'est pas imprimé: la radio, la télévision et, bien sûr, les médias sociaux.

Le gouvernement semble vouloir faire prendre aux journaux un virage numérique **sans cependant leur en fournir les moyens. Il faut savoir que ce n'est pas du tout rentable**, du moins pas pour l'instant. Plusieurs de nos journaux n'ont pas de site adéquat, ou pas encore de personnel expérimenté pour effectuer des mises à jour régulières.



Joël Deschênes © AMECQ

Et que dire des tarifs de 310.44 \$ la tonne métrique que les journaux de format tabloïd devront payer en 2025 à Éco Entreprises Québec! L'information locale n'est pas une boîte de céréales ou un contenu de jus que l'on met dans

le bac bleu. L'information n'est pas de la pollution! De plus, dans le cadre du Programme d'aide aux médias communautaires pour 2024-2025, la majorité des journaux communautaires ont vu leurs subventions diminuer.

Au cours de la dernière année, cinq journaux communautaires ont mis fin à leur publication. Certains sont en réflexion, à savoir s'ils entreprendront leurs activités uniquement sur le Web ou s'ils fermeront tout simplement. **D'autres se demandent s'ils seront encore là dans quelques mois.** Est-ce qu'il y a encore de la place pour les journaux communautaires au Québec? Il faut que cesse cette hémorragie!

Nous demandons que le Gouvernement du Québec investisse davantage de publicité gouvernementale dans les médias communautaires; que les journaux communautaires soient exemptés de la taxe sur la récupération; que les subventions gouvernementales dans le cadre du programme d'aide aux médias communautaires tiennent compte de la fragile réalité des journaux communautaires.

Sauvons la presse écrite communautaire!

Le président de l'AMECQ, Joël Deschênes

C.C. : **Marc Tanguay**, chef par intérim du Parti libéral du Québec; **Ruba Ghazal**, co-porte-parole de Québec solidaire; **Paul Saint-Pierre Plamondon**, chef du Parti Québécois. ■

UNE FTQ DICTATORIALE QUI VEUT FAIRE TAIRE

Frank Salvatore

Encore une fois, l'impératrice... euh, excusez, la Présidente de la FTQ **Magali Picard fait preuve de sa propension à l'autocratie, avec sa réaction tout à fait déplorable quant aux dépenses pharaoniques que certains syndicalistes s'autorisent à effectuer avec l'argent des membres, dont ils profitent pour se payer des somptueux repas où l'alcool coule à flots.**

En l'occurrence, cette madame syndicale à l'égo démesuré déplorait dans les médias... non pas les dépenses en tant que telles, mais plutôt le fait que **des lanceurs d'alerte aient pu ainsi informer les médias et la population des dépenses complètement injustifiées de plusieurs de ses dirigeants**, qui se paient la traite avec des repas plus que copieux à même le fonds de caisse syndical. Magali Picard estime que c'est ça qui est le plus impardonnable, qu'il y ait des lanceurs d'alerte, qu'elles considèrent comme des criminels ayant trahi des informations secrètes et contre lesquels il faut partir en chasse pour les punir sévèrement.

Incroyable tout de même! **Les têtes dirigeantes de cet organisme** devenu plus nuisible qu'utile à la société démocratique **ne font même plus le moindre effort pour camoufler leurs visées dictatoriales.** Car c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Les lanceurs d'alerte tous azimuts ont toujours été – et seront toujours – d'une importance capitale à une saine démocratie.

Or, vouloir les faire taire c'est une tactique directement empruntée aux dicteurs de pacotille, qui s'efforcent constamment d'occulter le message, en faisant taire les messagers et les dissidents. Du même souffle, la Présidente



Magali Picard © congressrh.org

signifie son appui sans équivoque au Directeur général Éric Boisjoly, coupable de plusieurs de ces «écarts budgétaires» princiers. On peut cependant aisément comprendre **l'empressement de madame Picard à vouloir ainsi étouffer toute tentative d'essentielle dénonciation** quand on sait qu'elle participe elle-même activement à cette gestion budgétaire orgiaque. **On se rappellera en effet qu'elle s'était payée un joli voyage, en compagnie d'une dizaine de membres** de ce «politburo syndical» pendant la grève prolongée des infirmières lors des dernières négociations avec le gouvernement, ayant en plus le culot de déclarer que la FTQ ne disposait pas de fonds pour aider à compenser les membres momentanément privés de salaire.

Comme l'indique le Président de la FPJQ (Fédération professionnelle des Journalistes du Québec) Éric-Pierre Champagne, **la FTQ utilise une vieille tactique d'intimidation crasse en menaçant les dénonciateurs, alors que c'est elle qui commet ainsi un agissement illégal, selon l'article 425.1 du Code**, stipulant qu'il est **criminel d'exercer des menaces ou des représailles contre les lanceurs d'alerte.** Tel que le souligne le chroniqueur du *Journal de Montréal*,

Antoine Robitaille, la FTQ elle-même avait d'ailleurs entériné cette prise de position dans son mémoire en 2016 et lors du débat sur le projet de loi 78 voué à faciliter la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics.

On le répète, les lanceurs d'alerte sont d'une importance absolument capitale pour le bien-être de la démocratie et des citoyens, ils constituent le premier rempart contre les abus de pouvoir et la corruption, n'en déplaise à la pseudo-impératrice Magali Picard. ■

CHRONIQUE

LA MAIRESSE ET SES PROMESSES

■ Vincent Di Candido

Serait-ce un cas de « vaut mieux tard que jamais »? toujours est-il que la mairesse de Montréal Valérie Plante semble avoir de bonnes intentions pour précéder son départ très prochain et finir son deuxième mandat avec un peu plus de panache.

Il faudra évidemment attendre de confirmer **si les réelles actions suivent les vertueuses paroles**, d'autant plus qu'elle ne souhaite toujours pas répondre aux nombreuses questions des journalistes, son cabinet indiquant pompeusement que la dernière allocution de la mairesse sera en fait son discours du trône et son dernier legs municipal. Mais plusieurs projets seraient ainsi déjà annoncés, voire mis de l'avant.

Ainsi, **pour les quelque 300 derniers jours qui restent à son mandat**, la mairesse indique vouloir **s'atteler à la construction de logements abordables** pour tout à la fois aider les familles les plus démunies et diminuer le taux d'itinérance. Elle parle aussi **de la mise en chantier du tramway pour l'Est la rénovation de l'îlot Voyageur**, et d'une manière plus générale de la rue Berri et du Quartier latin; le dossier de **la propreté** et du ramassage des déchets dans les parcs et les rues; l'imposition de **surveillances policières plus fréquentes** de la circulation automobile et du respect du Code de la route, notamment concernant la limite de vitesse à 30 km/heure à proximité des écoles (ce qui est non seulement logique mais ce qui, pensait-on également, était en fait déjà appliqué). Toutes ces mesures pleines de bon sens sont pour l'instant réjouissantes, mais il faut cependant noter qu'elles n'ont par ailleurs aucune info substantielle quant à leurs dates de mise en application ou leurs coûts effectifs.

Il est d'autant plus permis de conserver un certain doute prudent alors que par le passé, on a ponctuellement à la Ville fait l'annonce médiatique de supposés projets d'envergure qui sont au final demeurés lettre morte. De même, **on peut également se demander pourquoi ne pas les avoir réalisées en huit années de gouvernance, malgré l'urgence de plusieurs de ces dossiers, un statu quo regrettable que nous avons souligné à plusieurs reprises dans nos pages, y compris dans notre édition de janvier 2025.** On y parlait entre autres du délabrement commercial et sanitaire du Quartier latin, et en particulier de la rue St-Denis, qui a progressivement perdu son lustre et son cachet familial depuis une décennie. Avec en parallèle une recrudescence de l'itinérance et de la présence de drogues. Or, la responsabilité de tout cela est directement imputable à la Ville de Montréal.

Le prétexte galvaudé de la pandémie ne tient plus la route en 2025, particulièrement quand on peut constater l'efficacité et le dynamisme de la Ville de Québec, qui offre une programmation diversifiée hiver comme été, qui continue d'élaborer une gestion des travaux optimale et intelligente ne paralysant pas la circulation urbaine, tout en accueillant des centaines de milliers de touristes dans ses nombreux jolis quartiers. Or, en comparaison Montréal stagne – et même périclité – depuis beaucoup trop longtemps. **Montréal se doit d'innover, mettre de l'avant de grands projets et se sortir du marasme, retrouver son dynamisme d'antan comme c'était le cas lors de l'ère Jean Drapeau, qui avait projeté Montréal, et même d'une manière plus générale le Québec, sur la voie d'un modernisme international, avec le métro, Expo 67, les Jeux olympiques de 1976, etc.** La ville était dynamique et l'avant-scène de l'actualité internationale à cette époque, et les touristes du monde entier y affluait par millions.

Certes, **les touristes continuent de venir en bon nombre dans notre métropole qui leur offre sécurité, cachet européen et des tarifs** encore relativement abordables. Mais en filigrane, la situation est néanmoins loin d'être aussi rose pour les Montréalais. Ceux-ci se désespèrent de pouvoir enfin retomber en amour avec leur ville, autrefois si agréable et fonctionnelle. Pourtant, la métropole montréalaise dispose encore de plusieurs atouts. Outre ses encore nombreux festivals, Montréal a pu également positionner son empreinte technologique en matière de communications, d'Informatique et des jeux vidéo. De même, via sa « Cité de la Santé » et ses nombreuses universités réputées, elle a su asseoir sa réputation en tant que **ville du Savoir et de la Santé. Il faut axer sur ces forces-là et les développer de manière exponentielle, en plus du reste.**



© Valérie Plante Facebook

Le prochain Maire de Montréal ne pourra pas prétexter un manque d'information ou une situation pandémique handicapante. Il est temps que notre ville ressurgisse, qu'elle renaisse à tous les niveaux après plus d'une décennie d'apathie municipale. Les citoyens montréalais en ont plus qu'assez de l'inertie et de l'incompétence, et encore plus des fausses promesses électorales. ■

EM Échos Montréal
L'info au cœur de Montréal

ANNONCEZ VOS AVIS PUBLICS ET VOS SERVICES PROFESSIONNELS

ÉCHOS MONTRÉAL, LE PLUS GRAND JOURNAL DE QUARTIER QUI EST DEPUIS **31 ANS** LU PAR **100 000 LECTEURS** DANS LE GRAND MONTRÉAL AVEC DES TEXTES POLITIQUES, CULTURELS, ET SOCIAUX, FAITS PAR DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS, EN PLUS DE PARAÎTRE DANS **RADDAR AVEC 72 000 COPIES** PAR LA POSTE MENSUELLEMENT.

ANNONCER DANS NOTRE JOURNAL C'EST GAGNANT ET RENTABLE. L'ESSAYER, C'EST L'ADOPTER!

N'HÉSITEZ PAS, INFORMEZ-VOUS DE NOS TARIFS SPÉCIAUX! 514-844-2133 OU PUBLICITECHOSMONTREAL.COM

AVIS PUBLICS ET SERVICES PROFESSIONNELS

2,38" x 3,3"
250 \$

2,37" x 1,6"
175 \$

4,85" x 1,6"
250 \$

2,38" x 3,3"
250 \$





ESPACE PUB
DISPONIBLE

514.844.2133

ANNONCER DANS ÉCHOS, C'EST RENTABLE!

Nous sommes le seul Journal communautaire au cœur de Montréal rejoignant par Papier & Internet près de **100 000 Lecteurs** avec **200 présentoirs** et une présence supplémentaire via **72 000 copies porte-à-porte** (150 000 Lecteurs additionnels) avec une page mensuelle dans la circulaire **RADDAR**.

Nous offrons depuis **32 ans** des articles pertinents, locaux et nationaux, gagnant de nombreux prix, et un service de grande qualité.

514-844-2133
publicite@echosmontreal.com



carolebaillargeon.com

CAROLE BAILLARGEON
Courtier immobilier agréé
514-912-5343
ÉVALUATION GRATUITE



VOIR P. 9



LE MARCHÉ IMMOBILIER QUÉBÉCOIS EN 2024 : UN REBOND MARQUÉ ET DES PRIX EN HAUSSE



■ **Michèle Bouchard**

Elodie Bouchard ■

Collaboration spéciale



L'année 2025 nous réserve des surprises comme toute nouvelle année. Récemment, l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec (APCIQ) a dévoilé les statistiques 2024 du marché résidentiel québécois, basées sur les données de *Centris* et donc voici un petit récapitulatif pour mettre la table avant d'entamer réellement 2025.

Avec **90 369 ventes résidentielles** enregistrées cette année, le marché a connu une hausse spectaculaire de **19%** par rapport à 2023, soit **14 460 transactions de plus**. Ce niveau d'activité dépasse largement la moyenne historique et se rapproche des sommets de 2018 et 2019.

UN REBOND PORTÉ PAR LA BAISSÉ DES TAUX

«L'année 2024 a été marquée par une reprise dynamique du marché de la revente, portée par les acheteurs expérimentés qui attendaient une baisse des taux d'intérêt pour passer à l'action», explique Charles Brant, directeur du Service de l'analyse de marché de l'APCIQ.

Dès le début de l'année, investisseurs et acheteurs chevronnés ont animé le marché. Puis, à l'automne, les premiers acheteurs ont pris le relais, profitant d'une **nouvelle baisse des taux** et d'une **offre plus abondante**.

UNE FIN D'ANNÉE EFFERVESCENTE

Le quatrième trimestre a confirmé cette tendance avec une **forte poussée des ventes**, amplifiée par l'accélération des baisses de taux amorcées en octobre et l'entrée

en vigueur, en décembre, d'une mesure prolongeant à **30 ans l'amortissement des prêts hypothécaires assurés**.

Dans ce contexte, la plupart des marchés québécois ont connu une **hausse marquée des ventes** et un **maintien de conditions favorables aux vendeurs**, entraînant une **poursuite de la hausse des prix**.



LES PRIX À LA HAUSSE PARTOUT AU QUÉBEC

En 2024, le **prix médian des unifamiliales** a atteint **450 000 \$**, en progression de **8%** par rapport à 2023. Les **copropriétés** se sont établies à **378 000 \$ (+5%)**, tandis que les **petits immeubles locatifs** ont grimpé à **585 000 \$ (+12%)**.

FORTE REPRISÉ DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

Dans la région métropolitaine de Montréal (RMR), **43 742 transactions** ont été conclues, soit une augmentation notable de **20%** par rapport à 2023. L'inventaire de propriétés disponibles a progressé de **12%**, avec une hausse marquée des inscriptions de **copropriétés (+16%)** et **d'unifamiliales (+10%)**.



Vous vendez ou cherchez une propriété? Je peux vous aider!

Offrez-vous une expérience immobilière simple, transparente et personnalisée!

**VALÉRIE
LAHMI**

Courtier
immobilier
résidentiel



514.467.4641 | valerielahmi@sutton.com

Contactez-moi
pour une évaluation
gratuite de votre demeure

Malgré cela, le temps requis pour vendre une propriété a diminué, atteignant en moyenne **4,7 mois**.

CÔTÉ PRIX, LA TENDANCE RESTE À LA HAUSSE :

- **Unifamiliales : 578 000 \$ (+7 %)**
- **Copropriétés : 408 000 \$ (+5 %)**
- **Petits immeubles locatifs : 770 000 \$ (+7 %)**

L'année 2024 fut donc marquée par un marché dynamique, une demande solide et des prix atteignant de nouveaux sommets. À voir ce que 2025 nous réserve. ■

Contact :
mbouchard.ca | mbouchard@sutton.com | ebouchardimmo@gmail.com

UNE MINISTRE DÉCONNECTÉE

Comme nous l'avions indiqué dans de précédents articles, la ministre de l'éducation France-Élaine Duranceau semble avoir un jugement sélectif et artificiel concernant la crise de l'Habitation.



France-Élaine Duranceau © Facebook

Les locataires subissent des augmentations de loyers qui les amènent à se serrer la ceinture. De l'autre côté, les propriétaires usent de stratagèmes pour évincer leurs locataires et augmenter le loyer, profitant de la pénurie de logements. Dans le même temps, le Tribunal administratif du logement (TAL) recommande un taux d'augmentation de 6%, contre de 1,2% en 2020.

Face à cette situation, le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) appelle le gouvernement à geler les loyers. Une proposition rejetée d'emblée par la ministre Duranceau, qui considère que la solution est de construire davantage de logements, ou, comme elle, de devenir propriétaire...

La ministre conseille aussi aux personnes précaires de s'adresser à l'Office d'habitation, tout en sachant pertinemment que l'attente est de plusieurs années. C'est une déconnexion totale de l'éluë, qui est en moyen de s'acheter des chaussures à 1200\$, et qui n'a pas à calculer le coût de son épicerie, ni de son loyer. ■

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la personne morale « CENTRE DE LA PETITE ENFANCE STUDIO 0-5 » demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 février 2025.

Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la personne morale

TU QUAN TA PHARMACIENNE
UNIPRIX CLINIQUE

Services:
Infirmière pour la vaccination, les injections et les prélèvements sanguins (des frais peuvent s'appliquer)

Il faut appeler d'avance pour faire préparer les médicaments.

On livre à domicile, à l'auto ou la personne peut passer chercher la commande à la pharmacie sur RDV.

995, boul. Saint-Laurent, Montréal

514-954-8867
lundi au vendredi: 10h - 18h
samedi et dimanche: 10h - 17h

CAROLE BAILLARGEON.COM

ÉVALUATION GRATUITE !

Courtier immobilier agréé

MAÎTRE-VEVEUR 2023
Centurion : 2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2011-2012-2013
 Temple de la renommée 2007
1980, Notre-Dame Ouest

CAROLE BAILLARGEON
514-912-5343

RÉSIDENTE PENDANT 14 ANS DU VIEUX-MONTRÉAL

<p style="text-align: center; font-weight: bold;">738ST-PAUL-517.COM</p> <p style="text-align: center; background-color: yellow; font-weight: bold; font-size: 0.8em;">NOUVEAU</p> <p>Condo au 21^e Arrondissement, 1 ch, salon, s.à.m. et cuisine à aire ouverte, comptoir lunch, locker. 425 000 \$ MLS 13745362</p>	BESOIN DE CONDOS À VENDRE OU À LOUER
<p style="text-align: center; font-weight: bold;">455 ST-PIERRE-450.COM</p> <p style="text-align: center; background-color: yellow; font-weight: bold; font-size: 0.8em;">PRIX RÉVISÉ</p> <p>CONDO de 971 pc, salon de plus de 40' de long, cuisine et chambre, AC, mur de briques. 549 000 \$ MLS 20713933</p>	<p style="text-align: center; font-weight: bold;">1 RUE MCGILL-304.COM</p> <p style="text-align: center; background-color: yellow; font-weight: bold; font-size: 0.8em;">PRIX RÉVISÉ</p> <p>Condo de 1179pc, 2 chambres, 2 salles de bains, terrasse, jardin, garage, gymnase. 830 000 \$ MLS 23593708</p>
<p style="text-align: center; font-weight: bold;">100DESSOMMETS-1104.COM</p> <p style="text-align: center; background-color: yellow; font-weight: bold; font-size: 0.8em;">PRIX RÉVISÉ</p> <p>ÎLE-DES-SOEURS, condo, 1388 pc, vue à 180° sur la ville et le fleuve, 2 ch., 2 sdb, 2 garages. 898 000 \$ MLS 16478465</p>	<p style="text-align: center; font-weight: bold;">405DELA CONCORDE-2203.COM</p> <p style="text-align: center; background-color: yellow; font-weight: bold; font-size: 0.8em;">NOUVEAU</p> <p>LE PETERSON, Condo, 1 ch., salon, s.à.m., cuisine, bureau, balcon, garage, locker, meublé. 2 200 \$ / Mois MLS 27739702</p>

DATE DE TOMBÉE :

4 MARS 2025

PROCHAINE PARUTION :

13 MARS 2025

<p>ÉCHOS MONTRÉAL est distribué gratuitement à près de 100 000 lecteurs + 150 000 dans une page mensuelle de RADDAR</p> <p><i>Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.</i></p> <p>360, rue Saint-Jacques Bureau 1906 Vieux-Montréal (Qc) H2Y 1P5</p> <p>Tél. : 514-844-2133 publicite@echosmontreal.com redaction@echosmontreal.com</p>	<p>Éditeur : Échos Montréal</p> <p>Président : Vincent Di Candido</p> <p>Ventes et Marketing : Bertin St-Amand, CPS Media</p>	<p>Journalistes : Mercedes Domingue, Samuel Larochelle, Lilian Largier, Michel T.</p> <p>Collaboration spéciale : Michèle et Elodie Bouchard, Frank Salvatore</p>	<p>Conception graphique : François Sauriol</p> <p>Distribution : Postes Canada, Échos Distribution, RADDAR, Messageries dynamiques</p> <p>Impression : Transcontinental</p> <p>Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec</p>
---	--	---	---

Entente de développement culturel

Québec

Financé par le gouvernement du Canada

À NE PAS MANQUER EN MARS

■ Projections 2025 : Développement économique

LA CULTURE COMME REFUGE AU CŒUR DE LA TEMPÊTE



■ Samuel Larochelle

Lèvres gercées, engelures aux pieds, joues rougies et voietures ensevelies : pas de doute, la métropole est comme un paysage emprisonné dans un cloche de verre enneigée. Heureusement que la culture est là pour nous réchauffer, nous émouvoir, nous confronter, nous stimuler, nous divertir et nous faire voir le moindre détail autrement. Voici les incontournables du prochain mois.



Hamlet © Stéphane Bourgeois

Difficile de ne pas sentir la curiosité s'emparer de nous quand on découvre que le grand dramaturge Robert Lepage et le danseur étoile Guillaume Côté unissent leurs talents pour offrir **Hamlet, Prince du Danemark** (13 au 22 février, **Théâtre Maisonneuve**). Si la tragédie de William Shakespeare est un indéniable classique, il sera fascinant de découvrir ce qu'en aura fait le duo qui avait créé ensemble *Frame by Frame* en 2018. Les deux hommes dirigeront une troupe de neuf interprètes de haut niveau qui ne diront pas un mot, mais qui raconteront cette grande histoire en mouvements.

EXPOSITION + POINTE-À-CALLIÈRE

SORCIÈRES

DE L'OMBRE À LA LUMIÈRE

BILLETS

pacmusee.qc.ca

POINTE-À-CALLIÈRE
Cité d'archéologie et
d'histoire de Montréal

AIR CANADA
CARGO

INTERCONTINENTAL
MONTREAL

LA PRESSE

TOURISME /
MONTREAL

Montréal

Les adeptes de danse seront particulièrement servis durant cette période, puisque les murs de la **Place des arts** vibreront également aux rythmes de **La belle aux bois dormants** (19 au 23 février, **Salle Wilfrid-Pelletier**), un autre classique de la littérature qui sera cette fois dansé par les **Grands ballets canadiens de Montréal**. Considéré par les adeptes comme l'un des ballets classiques les plus célèbres à travers le monde, ce conte de fée imaginé par Charles Perreault sera ici raconté et chorégraphié par l'ancienne prima ballerina Marcia Haydée, qui dirigera les interprètes sur la musique de Tchaïkovski.



La belle aux bois dormants © Sasha Onyschenko

Dirigeons-nous maintenant du côté des classiques modernes en portant notre attention sur **Deux femmes en or** : l'adaptation théâtrale de ce film québécois sera présentée en reprises (19 au 23 février, **TNM**), après avoir embrasé les planches de *La Licorne*. On doit cette version dramaturgique du scénario signé par Claude Fournier et Marie-Josée Raymond à la prolifique Catherine Léger. Sophie Desmarais et Charlotte Aubin joueront ces deux femmes, l'une en dépression, l'autre en congé maternité, en quête de plaisir.

De l'autre côté de la rue Sainte-Catherine, la vie théâtrale se déploiera avec **Une vie intelligente** (26 février au 29 mars, **Duceppe**), une pièce questionnant les notions d'intelligence et d'intelligence artificielle, après que Dominique Leclerc (autrice) et Patrice Charbonneau-Brunelle (scénographe), qui cosignent la mise en scène, aient fait appel à des scientifiques et experts sur la question pour créer une œuvre en équilibre entre la réalité et la fiction. Intrigant à souhait!



Une vie intelligente © Courtoisie

Comme si les propositions de sorties ne faisaient pas déjà déborder notre agenda, on doit aussi porter attention à **Oh! Canada – Chapitre 1 : l'est du pays** (18 février au 1^{er} mars, **Théâtre Denise-Pelletier**), une œuvre documentaire explorant l'état du français en sol canadien, d'un océan à l'autre. Écrite par Noémie F. Savoie et Danielle Le Saux-Farmer, qui se charge également de la mise en scène, la production utilise l'humour et la lucidité comme armes pour avancer sur le territoire rempli de mines identitaires, afin de parler de francisation, d'immigration, de spécificités culturelles et d'anti-bilinguisme. On s'en voudrait de manquer une telle proposition à réfléchir.



Histoire de la violence © Courtoisie

Prochainement, on note **Nuances** (3 au 25 février, **La Licorne**) sur la rééducation des hommes accusés d'agressions sexuelles; **Histoire de la violence** (13 au 15 mars, **Usine C**), l'adaptation du récit autobiographique Édouard Louis réalisée par le célèbre théâtre allemand *la Schaubühne*; la réunion de trois grandes voix, Luce Dufault, Kim Richardson et Lulu Hughes, des chanteuses amies depuis trente ans qui chanteront un mélange de jazz, de soul, de R&B, de folk et de rock durant le concert **Elles** (13 mars, **Théâtre Maisonneuve**). ■

UNE PAGE D'HISTOIRE DE LA PLACE JACQUES-CARTIER

Mercedes domingue

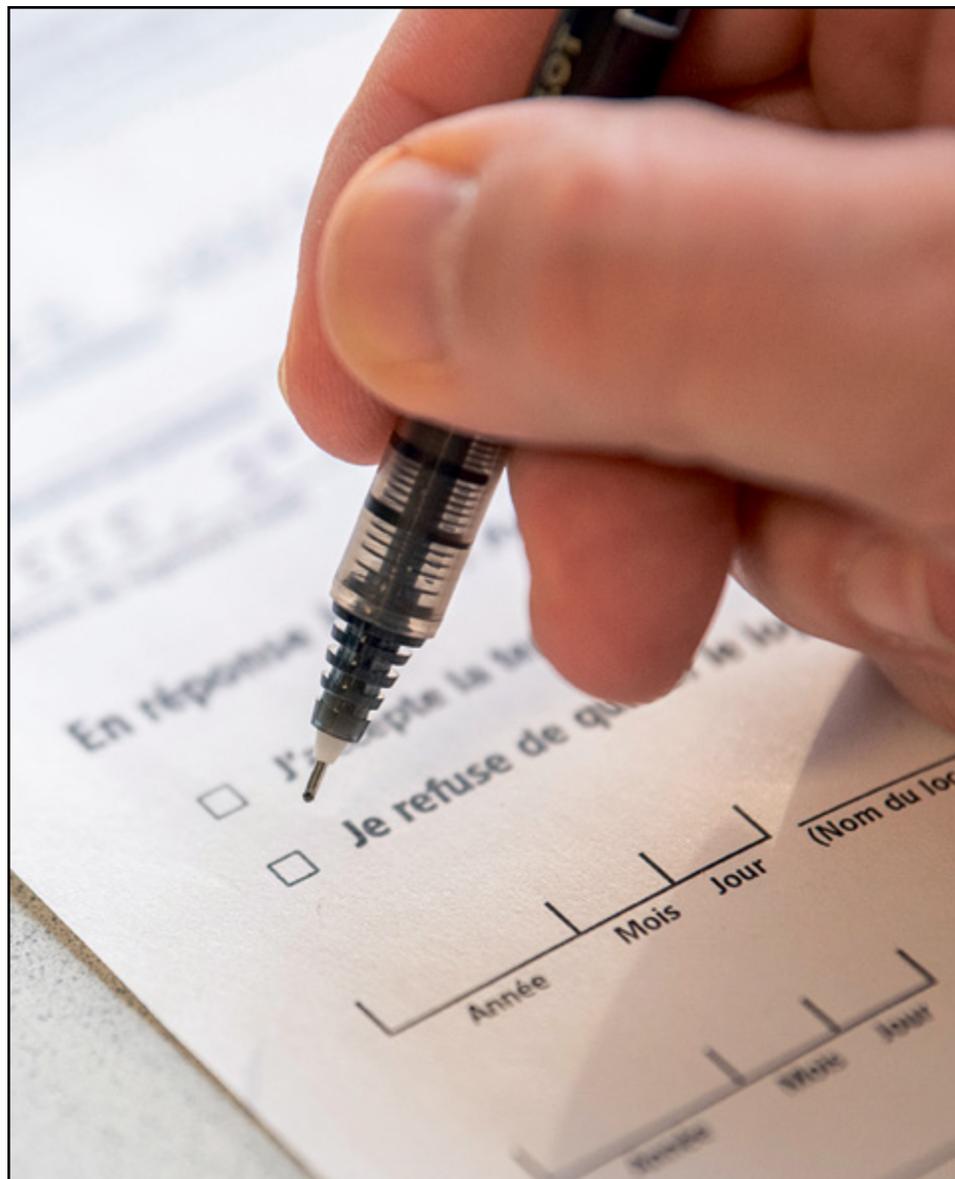
La place Jacques-Cartier est un site emblématique du Vieux-Montréal, au cœur de l'histoire de la ville. Dès ses débuts, elle fut un centre commercial majeur où les marchands, notamment les cultivateurs, venaient vendre leurs produits.

Dominant la place, en face de l'Hôtel de Ville, se dresse le monument de l'amiral britannique Horatio Nelson. Curieusement, la statue tourne le dos au Vieux-Port et au fleuve Saint-Laurent, qui s'écoule à proximité de la rue de la Commune. L'amiral semble plutôt contempler le palais de justice, l'ancienne prison, et l'Hôtel-de-Ville. La statue, initialement érigée en pierre de Caade, s'est rapidement détériorée. Son socle est remplacé en 1999 par une copie en calcaire.

La place Jacques-Cartier, située au croisement de la rue Saint-Paul, fut l'une des premières à bénéficier d'un éclairage public en raison de sa forte activité commerciale. Dès 1673, la rue Saint-Paul, qui longe la place, s'est imposée comme une artère marchande incontournable. Dans la rue Saint-Laurent, on retrouvait de nombreux petits commerces à l'Est, tandis qu'à l'Ouest se concentraient les grossistes. À l'époque, logeaient des marchands de potasse, de tabac, de chaussures, des épiciers, quincailliers, confiseurs, taverniers, restaurateurs et buandiers, et d'autres petits commerces. Cette diversité témoignait de l'effervescence économique du secteur, qui demeure aujourd'hui un lieu historique et touristique incontournable. ■



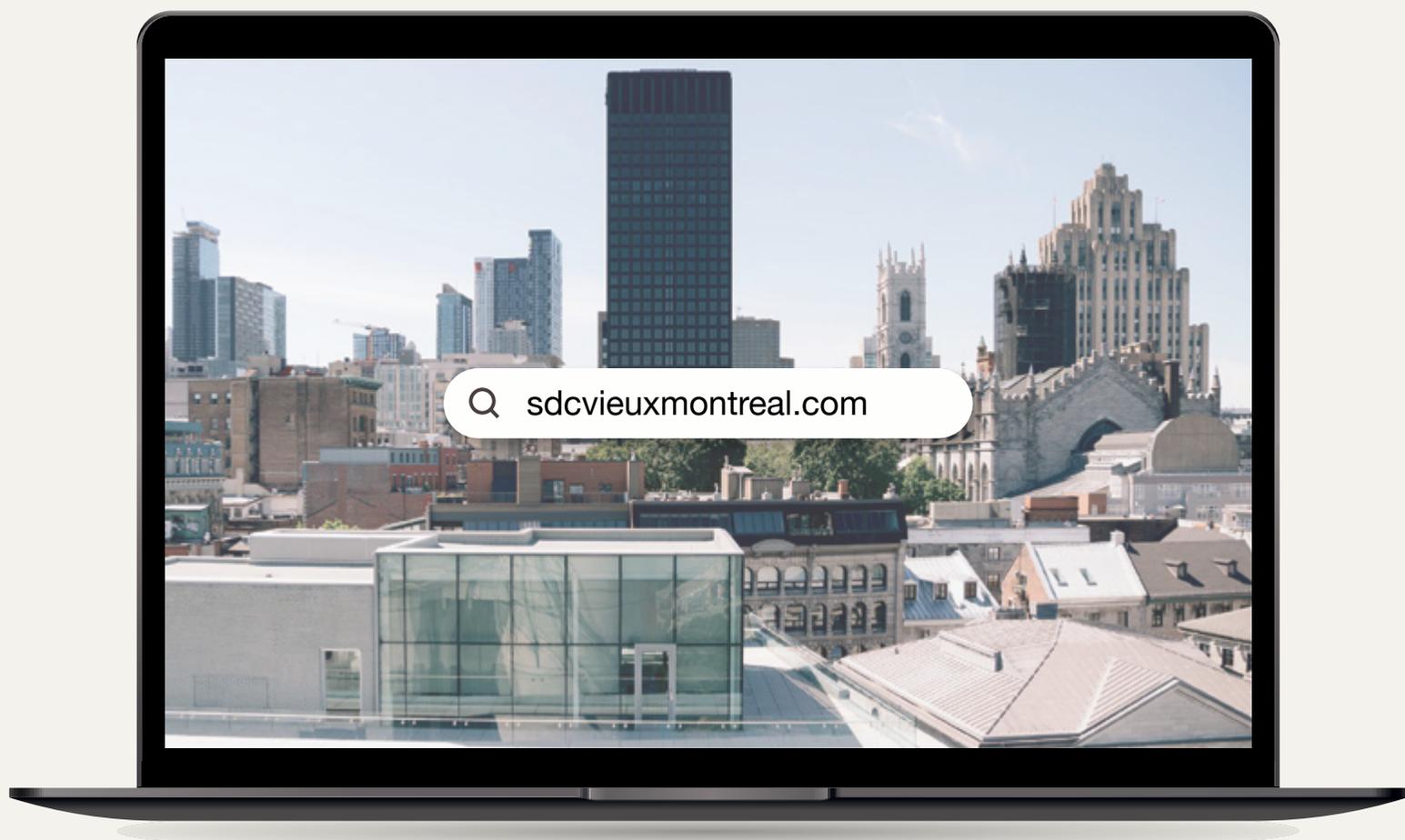
1928, Place Jacques-Cartier © flickr.com - benoit59



Hausse de loyer ? Attendez !

Vous pouvez refuser et négocier.
Consultez Montréal.ca pour
connaître vos droits.

Découvrez toute la vitalité économique du quartier historique sur la nouvelle plateforme



Visitez-le
maintenant



@levieuxmontreal
info@sdcvieuxmontreal.com

LE VIEUX

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC